

MINISTÈRE DE LA DEFENSE

[C – 2013/07199]

30 AOUT 2013. — Loi instituant la carrière militaire à durée limitée (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi fixe le statut des militaires du cadre actif reçus pour une carrière à durée limitée, ci-après dénommés « militaires BDL ».

Les militaires BDL sont :

- 1° les officiers et candidats officiers BDL du niveau A;
- 2° les officiers et candidats officiers BDL du niveau B;
- 3° les sous-officiers et candidats sous-officiers BDL du niveau B;
- 4° les sous-officiers et candidats sous-officiers BDL du niveau C;
- 5° les volontaires et candidats volontaires BDL.

Art. 3. Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et pour autant que les dispositions réglementaires ne soient pas incompatibles avec les dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière sont applicables aux militaires BDL, selon la catégorie de personnel et le niveau auxquels ils appartiennent.

Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et pour autant que les dispositions réglementaires ne soient pas incompatibles avec les dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables, selon le cas, aux postulants ou aux candidats militaires de carrière, sont applicables aux postulants BDL ou candidats militaires BDL, selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent.

Les dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires s'appliquent aux militaires BDL.

CHAPITRE 2. — Du recrutement

Art. 4. Pour pouvoir acquérir la qualité de militaire BDL, le postulant BDL doit satisfaire aux mêmes conditions que le postulant candidat militaire de carrière, à l'exception des conditions suivantes :

1° le postulant officier BDL et le postulant sous-officier BDL du niveau B ne peuvent avoir atteint l'âge de vingt-neuf ans au 31 décembre de l'année de leur incorporation;

2° le postulant sous-officier BDL du niveau C et le postulant volontaire BDL ne peuvent avoir atteint l'âge de vingt-sept ans au 31 décembre de l'année de leur incorporation.

CHAPITRE 3. — De l'engagement

Art. 5. L'engagement comme militaire BDL entraîne, de plein droit et à sa date, selon le cas, la démission de l'emploi ou la résiliation de tout engagement ou renouvellement antérieur de la personne qui a déjà la qualité de militaire.

Art. 6. Le militaire BDL contracte un engagement d'une durée de maximum huit ans.

La durée totale de la carrière du militaire BDL ne peut dépasser la durée de l'engagement visée à l'alinéa 1^{er} et prend fin de plein droit, selon le cas :

1° le dernier jour du mois au cours duquel l'engagement visé à l'alinéa 1^{er} expire;

2° le dernier jour du trimestre au cours duquel le militaire BDL atteint l'âge de, selon le cas :

a) trente-quatre ans, s'il est officier BDL du niveau A ou du niveau B, ou sous-officier BDL du niveau B;

b) trente-deux ans, s'il est sous-officier BDL du niveau C ou volontaire BDL.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2013/07199]

30 AUGUSTUS 2013. — Wet tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet bepaalt het statuut van de militairen van het actief kader aangeworven voor een loopbaan van beperkte duur, hierna genoemd « militairen BDL ».

De militairen BDL zijn :

- 1° de officieren en kandidaat-officieren BDL van het niveau A;
- 2° de officieren en kandidaat-officieren BDL van het niveau B;
- 3° de onderofficieren en kandidaat-onderofficieren BDL van het niveau B;
- 4° de onderofficieren en kandidaat-onderofficieren BDL van het niveau C;
- 5° de vrijwilligers en kandidaat-vrijwilligers BDL.

Art. 3. Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van onderhavige wet en voor zover de reglementaire bepalingen niet onverenigbaar zijn met de reglementaire bepalingen genomen in uitvoering van onderhavige wet, zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsmilitairen van toepassing op de militairen BDL, naargelang de personeelscategorie in het niveau waartoe ze behoren.

Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van onderhavige wet en voor zover de reglementaire bepalingen niet onverenigbaar zijn met de reglementaire bepalingen genomen in uitvoering van onderhavige wet, zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen die, naargelang het geval, van toepassing zijn op de sollicitanten of de kandidaat-beroepsmilitairen van toepassing op de sollicitanten BDL of kandidaat-militairen BDL, naargelang de personeelscategorie waartoe ze behoren.

De bepalingen van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen zijn van toepassing op de militairen BDL.

HOOFDSTUK 2. — De werving

Art. 4. Teneinde de hoedanigheid van militair BDL te kunnen verwerven, dient de sollicitant BDL aan dezelfde voorwaarden te voldoen als de sollicitant kandidaat-beroepsmilitair, met uitzondering van de hierna vermelde voorwaarden :

1° de sollicitant officier BDL en de sollicitant onderofficier BDL van niveau B mogen de leeftijd van negentien jaar niet hebben bereikt op 31 december van het jaar van hun inlijving;

2° de sollicitant onderofficier BDL van niveau C en de sollicitant vrijwilliger BDL mogen de leeftijd van zeventien jaar niet hebben bereikt op 31 december van het jaar van hun inlijving.

HOOFDSTUK 3. — De dienstneming

Art. 5. De dienstneming als militair BDL heeft, van rechtswege en op de datum ervan, naargelang het geval, het ontslag uit het ambt of de verbreking van elke vroegere dienstneming of wederdienstneming van de persoon die reeds de hoedanigheid heeft van militair tot gevolg.

Art. 6. De militair BDL gaat een dienstneming aan voor een duur van maximum acht jaar.

De totale duur van de loopbaan van de militair BDL mag de in het eerste lid bedoelde duur van de dienstneming niet overschrijden en wordt van rechtswege beëindigd, naar gelang het geval :

1° de laatste dag van de maand waarin de in het eerste lid bedoelde dienstneming verstrijkt;

2° de laatste dag van het trimester waarin de militair BDL, naargelang het geval, de leeftijd bereikt van :

a) vierendertig jaar, indien hij officier BDL van niveau A of van niveau B, of onderofficier BDL van niveau B is;

b) tweehonderd dertig jaar, indien hij onderofficier BDL van niveau C of vrijwilliger BDL is.

Toutefois, le militaire BDL qui, dans le cadre d'une promotion sociale pour laquelle il a été agréé par le ministre de la Défense, a réussi un nouveau cycle de formation de base peut contracter un nouvel engagement de huit ans dans sa nouvelle qualité.

Ce nouvel engagement prend cours le jour où l'intéressé débute son nouveau cycle de formation de base et prend fin de plein droit, selon le cas :

1° le dernier jour du mois au cours duquel l'engagement visé à l'alinéa 3 expire;

2° le dernier jour du trimestre au cours duquel le militaire BDL atteint l'âge de, selon le cas :

a) trente-huit ans, s'il est officier BDL du niveau B;

b) trente-six ans, s'il est sous-officier BDL du niveau C.

Art. 7. En dérogation à l'article 6, alinéas 2 ou 4, l'engagement du militaire BDL peut être prolongé, selon le cas :

1° d'un mois, afin de permettre au militaire BDL concerné de bénéficier du congé d'orientation conformément à l'article 33, alinéa 2;

2° dans les cas visés à l'article 161, alinéas 4 à 6, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, de la durée nécessaire à l'achèvement d'un stage, afin de permettre, le cas échéant, au militaire BDL qui a introduit une demande de transfert vers un employeur public de prolonger sa période de mise à disposition;

3° avec un maximum de cinq mois, de la durée nécessaire à l'accomplissement d'une opération ou d'une autre mission, le cas échéant, lorsque l'engagement du militaire BDL, ayant terminé avec succès l'entraînement spécifique préalable à la mission, expire durant sa participation à :

a) une opération ou mission sous toute forme d'engagement opérationnel, à l'exception de l'engagement de maintien de l'ordre;

b) toute autre mission hors du territoire national, non visée au a), pour une durée de minimum un mois;

4° dans les cas visés aux articles 22 et 23, de la durée nécessaire à l'accomplissement d'un nouveau cycle de formation de base, pour le militaire BDL qui a été agréé par le ministre de la Défense en vue, selon le cas, d'une promotion sociale ou d'une promotion sur diplôme.

L'autorité désignée par le Roi notifie par écrit au militaire BDL concerné la prolongation de son engagement.

CHAPITRE 4. — *Du cycle de formation de base*

Art. 8. En fonction des besoins des forces armées et de l'objectif final de la formation, le Roi fixe à quel cycle de formation de base des candidats militaires de carrière correspond le cycle de formation de base de chaque candidat militaire BDL.

Pour les commissions pendant la formation de base et pour la nomination à l'issue de cette formation :

1° le candidat officier BDL du niveau A suit le sort du candidat officier de carrière du niveau A du recrutement spécial;

2° le candidat officier BDL du niveau B suit le sort du candidat officier de carrière du niveau B du recrutement spécial;

3° le candidat sous-officier BDL du niveau B suit le sort du candidat sous-officier de carrière du niveau B du recrutement spécial;

4° le candidat sous-officier BDL du niveau C suit le sort du candidat sous-officier de carrière du niveau C du recrutement normal;

5° le candidat volontaire BDL suit le sort du candidat volontaire de carrière du recrutement normal.

Art. 9. En dérogation à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, la réussite de l'examen sur la connaissance effective de la langue de l'autre régime linguistique que celui auquel appartient l'officier BDL n'est exigée que lorsqu'il remplit les conditions pour pouvoir être nommé au grade, selon le cas, de sous-lieutenant ou de lieutenant.

Art. 10. Perd la qualité de candidat militaire BDL :

1° celui à l'encontre duquel l'échec définitif est prononcé, selon le cas, par une commission de délibération, d'évaluation ou d'appel suite à une appréciation insuffisante :

a) soit des qualités professionnelles;

b) soit des qualités caractérielles;

De militair BDL, die in het kader van een sociale promotie waarvoor hij door de minister van Landsverdediging werd aanvaard, voor een nieuwe cyclus basisvorming geslaagd is, kan evenwel een nieuwe dienstneming van acht jaar aangaan in zijn nieuwe hoedanigheid.

Deze nieuwe dienstneming vangt aan de dag waarop de betrokkenen zijn nieuwe cyclus basisvorming begint en wordt van rechtswege beëindigd, naargelang het geval :

1° de laatste dag van de maand waarin de in het derde lid bedoelde dienstneming verstrikt;

2° de laatste dag van het trimester waarin de militair BDL, naar gelang het geval, de leeftijd bereikt van :

a) achttig jaar indien hij officier BDL van niveau B is;

b) zesendertig jaar indien hij onderofficier BDL van niveau C is.

Art. 7. In afwijking van artikel 6, tweede of vierde lid, kan, naar gelang het geval, de dienstneming van de militair BDL worden verlengd :

1° met één maand, teneinde de betrokken militair BDL te laten genieten van het oriëntatieverlof bedoeld in artikel 33, tweede lid;

2° in de gevallen bedoeld in artikel 161, vierde tot zesde lid, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de strijdsmacht, met de benodigde duur voor het voltooi van een stage teneinde, in voorkomend geval, toe te laten de periode van terbeschikkingstelling van de militair BDL die zijn overplaatsing naar een openbare werkgever aangevraagd heeft te verlengen;

3° met een maximum van vijf maand, met de noodzakelijke duur voor het volbrengen van een operatie of een andere opdracht, indien, in voorkomend geval, de dienstneming van de militair BDL, die de aan de opdracht voorafgaande specifieke training volbracht heeft, verstrikt tijdens zijn deelname aan :

a) een operatie of opdracht onder eender welke vorm van operationele inzet, met uitzondering van de ordehandhaving;

b) eender welke andere opdracht buiten het nationale grondgebied, niet bedoeld in a), die minstens één maand duurt;

4° in de gevallen bedoeld in de artikelen 22 en 23, met de benodigde duur voor het volbrengen van een nieuwe cyclus basisvorming, voor de militair BDL die door de minister van Landsverdediging werd aanvaard met het oog op, naargelang het geval, een sociale promotie of een promotie op diploma.

De door de Koning aangewezen overheid brengt de verlenging van zijn dienstneming schriftelijk bekend aan de betrokken militair BDL.

HOOFDSTUK 4. — *De cyclus basisvorming*

Art. 8. In functie van de behoeften van de strijdsmacht en het einddoel van de vorming bepaalt de Koning met welke cyclus basisvorming van de kandidaat-beroeps-militairen de cyclus basisvorming van elke kandidaat-militair BDL overeenstemt.

Voor de aanstellingen tijdens de basisvorming en voor de benoeming op het einde van deze vorming :

1° volgt de kandidaat-officier BDL van niveau A het lot van de kandidaat-beroepsofficier van niveau A van de bijzondere werving;

2° volgt de kandidaat-officier BDL van niveau B het lot van de kandidaat-beroepsofficier van niveau B van de bijzondere werving;

3° volgt de kandidaat-onderofficier BDL van niveau B het lot van de kandidaat-beroepsonderofficier van niveau B van de bijzondere werving;

4° volgt de kandidaat-onderofficier BDL van niveau C het lot van de kandidaat-beroepsonderofficier van niveau C van de normale werving;

5° volgt de kandidaat-vrijwilliger BDL het lot van de kandidaat-beroeps-vrijwilliger van de normale werving.

Art. 9. In afwijking van artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, wordt het slagen voor het examen over de wezenlijke kennis van de taal van het andere taalstelsel dan dat waartoe de officier BDL behoort, enkel geëist wanneer hij aan de voorwaarden voldoet om benoemd te kunnen worden in de graad, naargelang het geval, van onderluitenant of van luitenant.

Art. 10. Verliest de hoedanigheid van kandidaat-militair BDL :

1° diegene waar tegen de definitieve mislukking wordt uitgesproken, naargelang het geval, door een deliberatie-, een evaluatie- of een beroepscommissie, ten gevolge van een onvoldoende beoordeling :

a) hetzij van de professionele hoedanigheden;

b) hetzij van de karakteriële hoedanigheden;

c) soit des qualités physiques;

2° celui qui ne possède plus les qualités morales requises;

3° celui dont l'engagement est résilié conformément aux articles 16 à 18.

Le Roi désigne l'autorité compétente pour prononcer la perte de la qualité de candidat militaire BDL ou autoriser un reclassement dans un autre cycle de formation de base de candidat militaire BDL.

CHAPITRE 5. — *De la formation continuée*

Art. 11. Le sous-officier BDL du niveau C ne peut être admis, ni au cours de perfectionnement, ni à l'épreuve d'accès au grade de premier sergent-major auxquels participe le sous-officier de carrière du niveau C en vue de sa nomination au grade de premier sergent-major.

Le sous-officier BDL du niveau B ne peut être admis au cours de perfectionnement auquel participe le sous-officier de carrière du niveau B en vue de sa nomination au grade d'adjudant-chef.

L'officier BDL ne peut être admis à la formation de base d'état-major à laquelle participe l'officier de carrière.

CHAPITRE 6. — *De la catégorie d'aptitude*

Art. 12. Le militaire BDL peut introduire auprès de l'instance d'appel visée à l'article 178/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, un seul appel contre une décision relative à son appartenance à la catégorie d'aptitude D.

Sur décision du ministre de la Défense ou de l'instance d'appel précitée, le militaire BDL visé à l'alinéa 1^{er}, peut conserver la qualité de militaire BDL pour une période de six mois.

Le militaire BDL qui, à la fin de la période visée à l'alinéa 2, continue à appartenir à la catégorie d'aptitude D, perd de plein droit la qualité de militaire BDL et ne peut bénéficier des dispositions visées aux articles 29 et 30.

CHAPITRE 7. — *Du retrait temporaire d'emploi et de la résiliation de l'engagement*

Art. 13. Le retrait temporaire d'emploi d'un militaire BDL n'a lieu que dans les cas suivants :

1° à la demande du militaire concerné, pour convenances personnelles ou pour raisons familiales;

2° pour motif de santé;

3° par mesure disciplinaire.

Art. 14. Les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de congé de protection parentale ne sont pas applicables au candidat militaire BDL.

Art. 15. L'engagement du militaire BDL prend fin :

1° de plein droit, conformément aux dispositions de l'article 6;

2° par résiliation de l'engagement, conformément aux dispositions des articles 16 à 18.

Art. 16. L'engagement du militaire BDL est résilié de plein droit lorsqu'il :

1° n'est plus ressortissant d'un état membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération Suisse, ou fait l'objet d'une décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° signe un acte d'engagement dans une autre qualité de candidat militaire du cadre actif;

3° est définitivement mis à la pension pour inaptitude physique;

4° est interdit sans sursis à perpétuité ou temporairement de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1^{er} et 6^o, du Code pénal;

5° ne conserve pas au moins le profil médical correspondant à sa catégorie de personnel fixé par le Roi;

6° perd la qualité de candidat militaire BDL conformément à l'article 10;

7° a épousé le congé d'orientation visé à l'article 33.

c) hetzij van de fysieke hoedanigheden;

2° diegene die de vereiste morele hoedanigheden niet meer bezit;

3° diegene waarvan de dienstneming wordt verbroken in overeenstemming met de artikelen 16 tot 18.

De Koning bepaalt de autoriteit bevoegd voor het uitspreken van het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-militair BDL of het toestaan van een reclassering in een andere cyclus basisvorming van kandidaat-militair BDL.

HOOFDSTUK 5. — *De voortgezette vorming*

Art. 11. De onderofficier BDL van niveau C kan, noch tot de vervolmakkingscursus, noch tot het examen voor overgang naar de graad van eerste sergeant-majoor, waaraan de beroepsonderofficier van niveau C met het oog op zijn benoeming tot de graad van eerste sergeant-majoor deelneemt, worden toegelaten.

De onderofficier BDL van niveau B kan niet tot de vervolmakkingscursus, waaraan de beroepsonderofficier van het niveau B deelneemt met het oog op zijn benoeming tot de graad van adjudant-chef, worden toegelaten.

De officier BDL kan niet tot de basis stafvorming, waaraan de beroepsofficier deelneemt, worden toegelaten.

HOOFDSTUK 6. — *De geschiktheidscategorie*

Art. 12. De militair BDL kan eenmaal een beroep aantekenen bij de beroepsinstantie bedoeld in artikel 178/2, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, tegen een beslissing die zijn behoren tot de geschiktheidscategorie D tot gevolg heeft.

Op beslissing van de minister van Landsverdediging of van de vooroemde beroepsinstantie, kan de militair BDL de hoedanigheid van militair BDL behouden voor een periode van zes maanden.

De militair BDL die, op het einde van de in het tweede lid bedoelde periode, tot de geschiktheidscategorie D blijft behoren, verliest van rechtswege de hoedanigheid van militair BDL en kan niet genieten van de bepalingen bedoeld in de artikelen 29 en 30.

HOOFDSTUK 7. — *De tijdelijke ambtsontheffing en de verbreking van de dienstneming*

Art. 13. De tijdelijke ambtsontheffing van een militair BDL kan slechts in de volgende gevallen plaatsvinden :

1° op verzoek van betrokken militair, wegens persoonlijke aangelegenheden of om gezinsredenen;

2° om gezondheidsredenen;

3° bij tuchtmaatregel.

Art. 14. De wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het verlof voor ouderschapsbescherming, die op beroepsmilitairen van toepassing zijn, zijn niet toepasselijk op de kandidaat-militair BDL.

Art. 15. De dienstneming van de militair BDL wordt beëindigt :

1° van rechtswege, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6;

2° door verbreking van de dienstneming, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 tot 18.

Art. 16. De dienstneming van de militair BDL wordt van rechtswege verbroken wanneer hij :

1° geen onderdaan meer is van een lidstaat van de Europese economische ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, of, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot verwijdering van het grondgebied, terugwijzing, of uitzetting;

2° een dienstnemingsakte ondertekent in een andere hoedanigheid van kandidaat-militair van het actief kader;

3° definitief op pensioen wordt gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid;

4° zonder uitstel levenslang of tijdelijk wordt ontzet uit één van de rechten opgesomd in artikel 31, 1^{er} en 6^o, van het Strafwetboek;

5° niet ten minste het door de Koning bepaald medisch profiel behoudt dat overeenstemt met zijn personeelscategorie;

6° de hoedanigheid van kandidaat-militair BDL verliest overeenkomstig artikel 10;

7° het oriëntatieverlof, bedoeld in artikel 33, heeft opgenomen.

La résiliation de l'engagement de plein droit prend effet dès que la situation qui y donne lieu se produit.

Art. 17. L'engagement du militaire BDL peut être résilié à sa demande selon les modalités et la procédure fixées par le Roi.

Art. 18. L'engagement du militaire BDL peut être résilié d'office selon les modalités et la procédure fixées par le Roi.

CHAPITRE 8. — *De l'admission dans une autre qualité de militaire BDL ou de militaire du cadre actif*

Section 1^{re}. — Disposition commune

Art. 19. Toute demande de passage, de promotion sociale ou de promotion sur diplôme peut être introduite par le militaire BDL au plus tôt le lendemain du jour de la notification de la réussite du cycle de formation de base.

L'agrément par le ministre de la Défense d'un militaire BDL en vue de son admission dans une autre qualité de militaire BDL ou dans une autre qualité de militaire du cadre actif, doit avoir lieu au plus tard le dernier jour du mois qui précède la dernière année de son engagement.

Pour pouvoir être admis dans une autre qualité de militaire BDL ou dans une autre qualité de militaire du cadre actif, le militaire BDL doit répondre aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été refusé plus de quatre fois en vue de son admission dans une autre qualité parce qu'il ne satisfait pas aux conditions visées aux 2° à 7°;

2° ne pas être refusé par l'autorité que le Roi désigne;

3° être classé en ordre utile lors d'une épreuve de passage, dans la limite du nombre de places ouvertes;

4° avoir réussi les tests militaires d'aptitude physique, selon les critères fixés par l'autorité que le Roi désigne;

5° pour le militaire de la marine, être médicalement apte au service en mer;

6° le cas échéant, être titulaire d'un master, d'un bachelier ou d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur, avant la date de clôture des inscriptions pour la promotion sur diplôme concernée;

7° le cas échéant, avoir réussi les examens linguistiques visés, selon le cas :

a) à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

b) aux articles 3 et 4 de la même loi;

c) à l'article 8, § 1^{er}, de la même loi ou être exempté de cet examen selon les dispositions de l'article 8, § 2, de la même loi.

Le Roi fixe le contenu et les modalités de l'épreuve de passage visée à l'alinéa 3, 3°.

Section 2. — Du passage

Art. 20. A sa demande et aux conditions que le Roi détermine parmi les conditions visées à l'article 19, le militaire BDL peut être admis comme militaire de carrière dans la catégorie de personnel correspondant à celle à laquelle il appartient comme militaire BDL.

Art. 21. Le militaire BDL est admis comme militaire de carrière avec son grade et son ancienneté dans ce grade. Il est classé à la suite des militaires de carrière de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

Section 3. — De la promotion sociale

Art. 22. A sa demande et aux conditions que le Roi détermine parmi les conditions visées à l'article 19, peut effectuer une promotion sociale vers la catégorie ou le niveau de personnel BDL supérieur :

1° le volontaire BDL, pour acquérir la qualité de sous-officier BDL du niveau C;

2° le sous-officier BDL du niveau C, pour acquérir la qualité d'officier BDL du niveau B.

De verbreking van de dienstneming van rechtswege heeft uitwerking van zodra de toestand zich voordoet die ertoe aanleiding geeft.

Art. 17. Volgens de nadere regels en de procedure die de Koning bepaalt, kan de dienstneming van de militair BDL op zijn verzoek worden verbroken.

Art. 18. Volgens de nadere regels en de procedure die de Koning bepaalt, kan de dienstneming van de militair BDL van ambtswege worden verbroken.

HOOFDSTUK 8. — *De opname in een andere hoedanigheid van militair BDL of van militair van het actief kader*

Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepaling

Art. 19. Elk verzoek tot overgang, sociale promotie of promotie op diploma kan ten vroegste worden ingediend op de dag die volgt op deze van de bekendmaking van het welslagen in de cyclus basisvorming.

De aanvaarding door de minister van Landsverdediging van een militair BDL met het oog op zijn opname in een andere hoedanigheid van militair BDL of in een andere hoedanigheid van militair van het actief kader, dient ten laatste plaats te vinden op de laatste dag van de maand die het laatste jaar van zijn dienstneming voorafgaat.

Om in een andere hoedanigheid van militair BDL of in een andere hoedanigheid van militair van het actief kader te kunnen worden opgenomen, dient de militair BDL aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° niet meer dan vier keer afgewezen zijn met het oog op zijn opname in een andere hoedanigheid omdat hij niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in 2° tot 7°;

2° niet afgewezen worden door de door de Koning aangewezen overheid;

3° batig gerangschikt worden bij een overgangsproef, binnen de grenzen van het aantal opengestelde plaatsen;

4° geslaagd zijn voor de militaire tests van lichamelijke geschiktheid, volgens de criteria bepaald door de door de Koning aangewezen overheid;

5° voor de militair van de marine, medisch geschikt zijn voor dienst op zee;

6° in voorkomend geval, houder zijn van een master, een bachelor of een diploma van het hoger secundair onderwijs, vóór de afslutingsdatum der inschrijvingen voor de betrokken promotie op diploma;

7° in voorkomend geval, geslaagd zijn voor de taalexamens bedoeld, naargelang het geval :

a) in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

b) in de artikelen 3 en 4 van dezelfde wet;

c) in artikel 8, § 1, van dezelfde wet of van dit examen vrijgesteld zijn volgens de bepalingen van artikel 8, § 2, van dezelfde wet.

De Koning bepaalt de inhoud en de nadere regels van de overgangsproef bedoeld in het derde lid, 3°.

Afdeling 2. — De overgang

Art. 20. Op zijn verzoek en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 19, kan de militair BDL als beroepsmilitair opgenomen worden in de personeelscategorie die met zijn hoedanigheid van militair BDL overeenstemt.

Art. 21. De militair BDL wordt met zijn graad en zijn ancienniteit in deze graad als beroepsmilitair opgenomen. Hij wordt na de beroeps-militairen met dezelfde graad en ancienniteit gerangschikt.

Afdeling 3. — De sociale promotie

Art. 22. Kan, op zijn verzoek en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 19, een sociale promotie naar de hogere BDL personeelscategorie of het hoger personeelsniveau verwezenlijken :

1° de vrijwilliger BDL, teneinde de hoedanigheid van onderofficier BDL van niveau C te verwerven;

2° de onderofficier BDL van niveau C, teneinde de hoedanigheid van officier BDL van niveau B te verwerven.

Section 4. — De la promotion sur diplôme

Art. 23. A sa demande et aux conditions que le Roi détermine parmi les conditions visées à l'article 19, peut effectuer une promotion sur diplôme :

1° le volontaire BDL, pour acquérir, selon le cas, la qualité de sous-officier de carrière du niveau B ou C;

2° le sous-officier BDL du niveau C, pour acquérir la qualité d'officier de carrière du niveau B ou de sous-officier de carrière du niveau B;

3° le sous-officier BDL du niveau B, pour acquérir la qualité d'officier de carrière du niveau A;

4° l'officier BDL du niveau B, pour acquérir la qualité d'officier de carrière du niveau A.

CHAPITRE 9. — *De l'admission dans le cadre de réserve*

Art. 24. Le militaire BDL qui n'est pas admis dans une autre catégorie de personnel du cadre actif conformément aux dispositions du chapitre 8, dont l'engagement a expiré ou est résilié sur demande après avoir réussi sa période d'instruction, est admis de plein droit pour une durée de dix ans dans le cadre de réserve dans la catégorie de personnel correspondant à la catégorie de militaire BDL à laquelle il appartenait.

Art. 25. Le militaire BDL est admis dans le cadre de réserve avec son grade et son ancienneté dans ce grade. Il est classé à la suite des militaires de réserve de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

CHAPITRE 10. — *De la période de fin de carrière*

Art. 26. La période de fin de carrière d'un militaire BDL débute, selon le cas :

1° à la demande du militaire concerné, au plus tôt le premier jour du soixante-et-unième mois de service actif;

2° de plein droit, le premier jour de la dernière année de son engagement;

3° de plein droit, le premier jour de la mise à disposition en vue du transfert auprès d'un autre employeur public.

La mise à disposition visée à l'alinéa 1^{er}, 3^e, peut débuter au plus tôt le premier jour du soixante-et-unième mois de service actif, et au plus tard le premier jour de la dernière année de l'engagement du militaire BDL.

Toutefois, dans le cas du militaire BDL qui a terminé un nouveau cycle de formation de base, dans le cadre d'une promotion sociale pour laquelle il a été agréé par le ministre de la Défense, la période de fin de carrière débute, selon le cas :

1° à la demande du militaire concerné, au plus tôt le premier jour du soixante-et-unième mois de service actif à partir du jour auquel a débuté le nouveau cycle de formation de base;

2° de plein droit, le premier jour de la dernière année de son nouvel engagement;

3° de plein droit, le premier jour de la mise à disposition en vue d'un transfert auprès d'un autre employeur public.

La mise à disposition visée à l'alinéa 3, 3^e, peut débuter au plus tôt le premier jour du soixante-et-unième mois de service actif et au plus tard le premier jour de la dernière année de son nouvel engagement.

Art. 27. Dans les cas visés à l'article 26, alinéa 1^{er}, 1^e, et alinéa 3, 1^e, la demande du militaire BDL doit être introduite auprès de l'autorité désignée par le Roi au plus tard trois mois avant le mois où le militaire BDL souhaite débuter sa période de fin de carrière.

Art. 28. Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 7, alinéa 1^{er}, 3^e, la période de fin de carrière dure un an dans les cas visés à l'article 26, alinéa 1^{er}, 1^e et 2^e, et alinéa 3, 1^e et 2^e.

Dans le cas visé à l'article 26, alinéa 1^{er}, 3^e, et alinéa 3, 3^e, la durée de la période de fin de carrière correspond à la durée de la période de mise à disposition en vue d'un transfert.

Art. 29. § 1^{er}. Au plus tard au terme de la période de fin de carrière, le militaire BDL bénéficie d'une prime de reclassement. En fonction de la durée totale des services accomplis en qualité de militaire BDL, cette prime varie entre trois et douze fois le montant du dernier traitement mensuel perçu.

Afdeling 4. — De promotie op diploma

Art. 23. Kan, op zijn verzoek en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 19, een promotie op diploma verwezenlijken :

1° de vrijwilliger BDL, teneinde, naar gelang het geval, de hoedanigheid van beroepsonderofficier van niveau B of C te verwerven;

2° de onderofficier BDL van niveau C, teneinde de hoedanigheid van beroepsofficier van niveau B of van beroepsonderofficier van niveau B te verwerven;

3° de onderofficier BDL van niveau B, teneinde de hoedanigheid van beroepsofficier van niveau A te verwerven;

4° de officier BDL van niveau B, teneinde de hoedanigheid van beroepsofficier van niveau A te verwerven.

HOOFDSTUK 9. — *De opname in het reservekader*

Art. 24. De militair BDL die niet opgenomen wordt in een andere personeelscategorie van het actief kader overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 8, waarvan de dienstneming is verstrekken of op aanvraag werd verbroken en die in zijn periode van opleiding is geslaagd, wordt van rechtswege opgenomen voor een duur van tien jaar in het reservekader, in de personeelscategorie die overeenstemt met de categorie van militair BDL waartoe hij behoorde.

Art. 25. De militair BDL wordt met zijn graad en zijn ancienniteit in deze graad in het reservekader opgenomen. Hij wordt na de reservemilitairen met dezelfde graad en ancienniteit gerangschikt.

HOOFDSTUK 10. — *De eindeloopbaanperiode*

Art. 26. Naargelang het geval, vangt de eindeloopbaanperiode van een militair BDL aan :

1° op verzoek van betrokken militair, ten vroegste op de eerste dag van de eenenzestigste maand van werkelijke dienst;

2° van rechtswege, op de eerste dag van het laatste jaar van zijn dienstneming;

3° van rechtswege, op de eerste dag van de terbeschikkingstelling met het oog op een overplaatsing bij een andere openbare werkgever.

De in het eerste lid, 3^e, bedoelde terbeschikkingstelling kan ten vroegste aanvangen op de eerste dag van de eenenzestigste maand van werkelijke dienst en ten laatste op de eerste dag van het laatste jaar van de dienstneming van de militair BDL.

In het geval van de militair BDL die een nieuwe cyclus basisvorming heeft beëindigd in het kader van een sociale promotie waarvoor hij door de minister van Landsverdediging werd aanvaard, vangt de eindeloopbaanperiode echter aan op, naargelang het geval :

1° op verzoek van betrokken militair, ten vroegste op de eerste dag van de eenenzestigste maand van werkelijke dienst vanaf de dag waarop de nieuwe cyclus basisvorming is begonnen;

2° van rechtswege, op de eerste dag van het laatste jaar van zijn nieuwe dienstneming;

3° van rechtswege, op de eerste dag van de terbeschikkingstelling met het oog op een overplaatsing bij een andere openbare werkgever.

De in het derde lid, 3^e, bedoelde terbeschikkingstelling kan ten vroegste aanvangen op de eerste dag van de eenenzestigste maand van werkelijke dienst en ten laatste op de eerste dag van het laatste jaar van de nieuwe dienstneming.

Art. 27. In de gevallen bedoeld in artikel 26, eerste lid, 1^e, en derde lid, 1^e, dient de aanvraag van de militair BDL ten laatste drie maanden vóór de maand waarin de militair BDL zijn eindeloopbaanperiode wenst te laten aanvangen bij de door de Koning aangewezen overheid ingediend te worden.

Art. 28. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van artikel 7, eerste lid, 3^e, duurt de eindeloopbaanperiode een jaar in de gevallen bedoeld in artikel 26, eerste lid, 1^e en 2^e, en derde lid, 1^e en 2^e.

In het geval bedoeld in artikel 26, eerste lid, 3^e, en derde lid, 3^e, stembt de duur van de eindeloopbaanperiode overeen met de duur van de periode van terbeschikkingstelling met het oog op een overplaatsing.

Art. 29. § 1. Ten laatste op het einde van de eindeloopbaanperiode verkrijgt de militair BDL een reclassingspremie. Deze premie schommelt tussen drie en twaalf maal het bedrag van de laatste uitbetaalde maandwedde naargelang de totale duur van de in de hoedanigheid van militair BDL gepresteerde diensten.

Le Roi fixe le montant ainsi que les modalités et la procédure d'octroi de la prime de reclassement visée à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas au militaire BDL qui a été transféré auprès d'un autre employeur public.

§ 2. Au début de la période de fin de carrière visée à l'article 26, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, le militaire BDL bénéficie d'une phase d'information qui comprend, dans l'ordre suivant :

1° une séance d'information collective, organisée par la Défense en collaboration avec les organismes publics compétents en matière de réorientation professionnelle, destinée à lui fournir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement d'un processus de réorientation professionnelle aussi bien pendant qu'après sa période de fin de carrière;

2° un entretien d'évaluation individuel, organisé par un des organismes publics précités, afin de lui permettre d'évaluer ses atouts et ses chances de trouver un emploi en dehors de la Défense, d'établir le cas échéant un plan de formations qualifiantes complémentaires, ainsi qu'un programme personnalisé d'orientation de carrière.

La phase d'information débute le premier jour de la période de fin de carrière et dure au maximum trois mois.

§ 3. À la fin de la période d'information, le militaire BDL décide s'il souhaite recevoir l'entièreté du montant de sa prime de reclassement à la fin de la période de fin de carrière ou s'il souhaite recevoir une avance de maximum 50 pour cent de cette prime afin de la consacrer à des formations qualifiantes.

Le Roi détermine la procédure selon laquelle l'avance visée à l'alinéa 1^{er} peut être octroyée.

Art. 30. Pendant la période de fin de carrière visée à l'article 26, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, le militaire BDL peut bénéficier selon les modalités et procédure fixées par le Roi :

1° d'un congé de formation de maximum cent-vingt heures;

2° d'un crédit de formation de maximum 1 850 euros.

L'exercice d'une activité professionnelle est autorisé pendant le congé de formation visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o.

Le montant fixé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ce montant correspond à l'indice-pivot 138,01 (base 1981=100).

Art. 31. Au plus tard le dernier mois de sa période de fin de carrière, le militaire BDL, dont l'engagement n'a pas été résilié d'office ou de plein droit, peut bénéficier d'un congé d'orientation d'un mois, conformément aux dispositions applicables aux militaires de carrière.

Art. 32. A sa demande, le militaire BDL peut être transféré en qualité d'agent statutaire vers les emplois vacants ouverts par les employeurs publics, à condition :

1° que sa candidature soit agréée;

2° d'être, à la date du début des épreuves de sélection, en service actif;

3° de ne pas occuper, à la date à laquelle sa mise à disposition prend cours, une fonction dont la rémunération n'est pas supportée par le budget de la Défense;

4° de se trouver, à la date à laquelle sa mise à disposition prend cours, à plus d'un an de la date normale de la fin de son engagement;

5° de ne pas déjà être, à la date à laquelle sa mise à disposition prend cours, ainsi que pendant la période de douze mois préalable à cette date :

a) sélectionné par un employeur public dans le cadre d'un transfert;

b) mis à disposition d'un employeur public dans le cadre d'un transfert;

6° de ne pas se trouver, à la date du début des épreuves de sélection, dans une des formes d'engagement opérationnel que le Roi fixe et de ne pas faire effectivement partie d'un détachement qui se prépare en vue d'un tel engagement;

7° de ne pas être, à la date à laquelle sa mise à disposition prend cours, affecté dans un organisme international ou interallié.

De Koning stelt het bedrag vast, alsook de nadere regels en de toekenningssprocedure van de in het eerste lid bedoelde reclasseringsspremie.

De bepalingen van het eerste lid zijn niet van toepassing op de militair BDL die bij een andere openbare werkgever overgeplaatst werd.

§ 2. Bij aanvang van de eindeloopbaanperiode bedoeld in artikel 26, eerste lid, 1^o en 2^o, geniet de militair BDL van een informatiefase die bestaat uit, in volgende volgorde :

1° een gezamenlijke informatiebijeenkomst, georganiseerd door Defensie in samenwerking met de openbare instellingen bevoegd voor beroepsomschakeling teneinde hem alle nodige informatie te bezorgen die toelaat om een beroepsomschakeling uit te voeren zowel tijdens als na het einde van zijn eindeloopbaanperiode;

2° een individueel evaluatiegesprek, georganiseerd door een van de eerder vernoemde openbare instellingen, teneinde de kandidaat in staat te stellen zijn sterken en zijn kansen om een betrekking te vinden buiten Defensie te kunnen beoordelen, het opmaken, in voorkomend geval, van een plan om bijkomende kwalificerende vormingen te verwerven evenals een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma.

De informatiefase vangt aan de eerste dag van de eindeloopbaanperiode en duurt maximum drie maanden.

§ 3. Op het einde van de informatiefase beslist de militair BDL of hij het volledige bedrag van zijn reclasseringsspremie wenst te ontvangen op het einde van de eindeloopbaanperiode, ofwel dat hij een voorschot van maximum 50 procent van deze premie wenst te ontvangen om dit aan kwalificerende vormingen te besteden.

De Koning bepaalt de procedure volgens welke het in het eerste lid bedoeld voorschot kan worden toegekend.

Art. 30. Gedurende de eindeloopbaanperiode bedoeld in artikel 26, eerste lid, 1^o en 2^o, volgens de nadere regels en de procedure die de Koning bepaalt, kan de militair BDL :

1° een vormingsverlof verkrijgen van maximum honderdtwintig uur;

2° een vormingskrediet verkrijgen van maximum 1 850 euro.

Tijdens het vormingsverlof bedoeld in het eerste lid, 1^o, is de uitoefening van een professionele activiteit toegelaten.

Het in het eerste lid, 2^o, vastgelegd bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een systeem waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Rijk worden gekoppeld. Dit bedrag stemt overeen met de spilindex 138,01 (basis 1981=100).

Art. 31. Ten laatste binnen de laatste maand van zijn eindeloopbaanperiode, kan de militair BDL, waarvan de dienstneming niet van rechtswege of van ambtswege werd verbroken, van een oriëntatieverlof van een maand genieten overeenkomstig de bepalingen die op de beroepsmilitairen van toepassing zijn.

Art. 32. Op zijn verzoek kan de militair BDL in de hoedanigheid van statutair ambtenaar overgeplaatst worden naar door de openbare werkgevers opengestelde vakante betrekkingen, op voorwaarde dat :

1° zijn kandidatuur aanvaard wordt;

2° hij, op de datum waarop de selectieproeven aanvangen, in werkelijke dienst is;

3° hij, op de datum waarop zijn terbeschikkingstelling begint, geen functie bekleedt waarvan de bezoldiging niet gedragen wordt door de begroting van Defensie;

4° hij zich, op de datum waarop hij ter beschikking wordt gesteld, op meer dan één jaar van de normale datum van het einde van zijn dienstneming bevindt;

5° hij, op de datum waarop hij ter beschikking wordt gesteld, evenals in de periode van twaalf maanden voorafgaand aan deze datum :

a) niet reeds geselecteerd is door een openbare werkgever in het kader van een overplaatsing;

b) niet reeds ter beschikking gesteld is bij een openbare werkgever in het kader van een overplaatsing;

6° hij zich, op de aanvangsdatum van de selectieproeven, niet bevindt in één van de vormen van operationele inzet die de Koning bepaalt, en niet effectief deel uitmaakt van een detachement dat zich voorbereidt met het oog op een dergelijke inzet;

7° hij, op de datum waarop hij ter beschikking wordt gesteld, niet geaffecteerd is in een internationaal of intergeallieerd organisme.

En fonction des besoins d'encadrement, la candidature du militaire BDL qui satisfait aux conditions visées à l'alinéa 1^{er} peut être refusée par l'autorité désignée par le Roi, afin de garantir le bon fonctionnement et la continuité des forces armées. Ce refus peut faire l'objet d'un recours auprès du ministre de la Défense.

Si une procédure de comparution devant la commission militaire d'aptitude et de réforme ou devant la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel a été entamée, cette procédure est suspendue aussi longtemps que le militaire est mis à disposition. Si le militaire BDL est transféré, la procédure précitée est terminée de plein droit.

Art. 33. Dans le cas où il est mis fin prématurément à la mise à disposition préalable au transfert visé à l'article 162/3 de la loi du 28 février 2007 précitée, le militaire BDL concerné bénéficie de plein droit du congé d'orientation visé à l'article 31.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, ce congé d'un mois débute le jour qui suit celui où il est mis fin à la mise à disposition.

Art. 34. La convocation aux épreuves de sélection organisées par l'employeur public en vue de la mise à disposition visée à l'article 26, alinéa 1^{er}, 3^e, ouvre le droit aux dispenses de service requises pour la participation aux épreuves et examens.

CHAPITRE 11. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 35. Dans l'article 2 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées, modifié par la loi du 31 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est complété par le 7^e rédigé comme suit :

« 7^e les militaires et candidats militaires recrutés pour une carrière à durée limitée»;

b) l'alinéa 3 est complété par le 5^e rédigé comme suit :

« 5^e pour les militaires et candidats-militaires recrutés pour une carrière à durée limitée, par la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée».

Art. 36. Les articles 45, 46, 47 et 56 de la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire sont abrogés.

CHAPITRE 12. — *Dispositions transitoires*

Art. 37. § 1^{er}. A partir de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, le militaire en engagement volontaire militaire qui a réussi le cycle de formation de base peut introduire auprès de l'autorité désignée par le Roi, et selon les modalités qu'il fixe, une demande d'admission :

1° s'il est officier en engagement volontaire militaire, comme officier BDL du niveau B;

2° s'il est sous-officier en engagement volontaire militaire, comme sous-officier BDL du niveau C;

3° s'il est volontaire en engagement volontaire militaire, comme volontaire BDL.

§ 2. Pour pouvoir introduire sa demande d'admission, le militaire en engagement volontaire militaire visé au paragraphe 1^{er} doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être agréé par l'autorité que le Roi désigne;

2° avoir reçu une évaluation positive de l'autorité que le Roi désigne, selon les modalités qu'il fixe;

3° pour l'officier en engagement volontaire militaire, avoir réussi l'examen visé à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, au plus tard au moment où il introduit sa demande d'admission.

In functie van de encadreringsbehoeften kan de kandidatuur van de militair BDL die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid geweigerd worden door de door de Koning aangewezen overheid, om de goede werking en de continuïteit van de Krijgsmacht te garanderen. Deze weigering kan het voorwerp uitmaken van een beroep bij de minister van Landsverdediging.

Indien een procedure is opgestart voor het verschijnen voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform of de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform, dan wordt deze procedure opgeschort zolang de militair ter beschikking wordt gesteld. De voornoemde procedure wordt van rechtswege beëindigd wanneer de militair BDL overgeplaatst is.

Art. 33. Indien aan de terbeschikkingstelling voorafgaand aan de overplaatsing bedoeld in artikel 162/3 van de voornoemde wet van 28 februari 2007 voortijdig een einde wordt gesteld, verkrijgt de betrokken militair BDL van rechtswege het oriëntatieverlof bedoeld in artikel 31.

Voor het in het eerste lid bedoelde geval, vangt het verlof van een maand aan op de dag die volgt op deze waarop de terbeschikkingstelling wordt beëindigd.

Art. 34. De convocatie voor de door de openbare werkgever ingebrachte selectieproeven met het oog op de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel 26, eerste lid, 3^e, opent het recht op de voor de deelname aan de proeven en examens noodzakelijke dienstontheffingen.

HOOFDSTUK 11. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 35. In artikel 2 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt aangevuld met de bepaling onder 7^e, luidende :

« 7^e de militairen en kandidaat-militairen aangeworven voor een loopbaan van beperkte duur »;

b) het derde lid wordt aangevuld met de bepaling onder 5^e, luidende :

« 5^e voor de militairen en kandidaat-militairen aangeworven voor een loopbaan van beperkte duur, door de wet van 30 augustus 2013 tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur ».

Art. 36. De artikelen 45, 46, 47 en 56 van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van de verschillende wetten van toepassing op het militair personeel worden opgeheven.

HOOFDSTUK 12. — *Overgangsbepalingen*

Art. 37. § 1. Vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavige bepaling kan de militair in vrijwillige militaire inzet, die in de cyclus basisvorming is geslaagd bij de door de Koning aangewezen overheid, en volgens de nadere regels die Hij bepaalt, een verzoek tot opname indienen :

1° indien hij officier in vrijwillige militaire inzet is, als officier BDL van niveau B;

2° indien hij onderofficier met vrijwillige militaire inzet is, als onderofficier BDL van niveau C;

3° indien hij vrijwilliger met vrijwillige militaire inzet is, als vrijwilliger BDL.

§ 2. Om zijn aanvraag tot opname te kunnen indienen, moet de militair in vrijwillige militaire inzet bedoeld in paragraaf 1 aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° aanvaard worden door de door de Koning aangewezen overheid;

2° een positieve beoordeling van de door de Koning aangewezen overheid hebben gekregen, volgens de nadere regels die Hij bepaalt;

3° voor de officier in vrijwillige militaire inzet, geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, ten laatste op het ogenblik van het indienen van zijn aanvraag tot opname.

Le militaire en engagement volontaire militaire admis dans la qualité de militaire BDL est nommé dans le dernier grade auquel il était commissionné comme militaire en engagement volontaire militaire, le vingt-sixième jour du dernier mois du trimestre au cours duquel il a satisfait aux conditions visées à l’alinéa 1^{er}.

§ 3. À partir de la date d’entrée en vigueur de la présente disposition, le militaire court terme qui a réussi le cycle de formation de base est admis de plein droit :

1° s’il est officier court terme, comme officier BDL du niveau B;

2° s’il est sous-officier court terme, comme sous-officier BDL du niveau C;

3° s’il est volontaire court terme, comme volontaire BDL.

Le militaire court terme admis dans la qualité de militaire BDL est nommé dans le dernier grade auquel il était commissionné comme militaire court terme, le vingt-sixième jour du dernier mois du trimestre au cours duquel il est admis.

Art. 38. L’ancienneté dans le grade dans lequel le militaire en engagement volontaire militaire et le militaire court terme sont nommés conformément à l’article 37 ne peut prendre cours à une date antérieure à celle des militaires BDL, selon la catégorie de personnel dans laquelle ils sont admis.

Le Roi fixe les modalités relatives à la prise de cours de cette ancienneté.

Art. 39. Le militaire en engagement volontaire militaire et le militaire court terme admis dans la qualité de militaire BDL signent un engagement d'une durée de maximum cinq ans comme militaire BDL.

En dérogation à l’article 6, alinéa 2, l’engagement du militaire BDL visé à l’alinéa 1^{er} prend fin de plein droit à l’expiration de l’engagement précité.

CHAPITRE 13. — Entrée en vigueur

Art. 40. Le Roi fixe la date d’entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, au plus tard le 31 décembre 2013.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

P. DE CREM

Le Ministre des Pensions,

A. DE CROO

Scellé du sceau de l’Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) Session 2012–2013.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 53-2878/1. — Amendement, n° 53-2878/2 et n° 53-2878/3. — Rapport, n° 53-2878/4. — Texte adopté par la Commission, n° 53-2878/5.

Annales parlementaires. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat le 17 juillet 2013.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre, n° 5-2216/1. — Rapport, n° 5-2216/2.

Annales parlementaires. — Texte adopté par le Sénat le 18 juillet 2013.

De militair in vrijwillige militaire inzet die opgenomen wordt in de hoedanigheid van militair BDL wordt benoemd in de laatste graad waarin hij werd aangesteld als militair in vrijwillige militaire inzet, op de zesentwintigste dag van de laatste maand van het trimester waarin hij aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden heeft voldaan.

§ 3. Vanaf de inwerkingtreding van onderhavige bepaling wordt de militair korte termijn, die in de cyclus basisvorming is geslaagd, van rechtswege opgenomen :

1° indien hij officier korte termijn is, als officier BDL van niveau B;

2° indien hij onderofficier korte termijn is, als onderofficier BDL van niveau C;

3° indien hij vrijwilliger korte termijn is, als vrijwilliger BDL.

De militair korte termijn die opgenomen wordt in de hoedanigheid van militair BDL wordt benoemd in de laatste graad waarin hij werd aangesteld als militair korte termijn, op de zesentwintigste dag van de laatste maand van het trimester waarin hij wordt opgenomen.

Art. 38. De ancienniteit in de graad waarin de militair in vrijwillige militaire inzet en de militair korte termijn worden benoemd overeenkomstig artikel 37 kan niet aanvangen op een vroegere datum dan deze van de militairen BDL, naargelang de personeelscategorie waarin ze worden opgenomen.

De Koning bepaalt de nadere regels betreffende het aanvangen van deze ancienniteit.

Art. 39. De militair in vrijwillige militaire inzet en de militair korte termijn die opgenomen worden in de hoedanigheid van militair BDL ondertekenen een dienstneming voor een duur van maximum vijf jaar als militair BDL.

In afwijking van artikel 6, tweede lid, eindigt de dienstneming van de in het eerste lid bedoelde militair BDL van rechtswege bij het verstrijken van voornoemde dienstneming.

HOOFDSTUK 13. — Inwerkingtreding

Art. 40. De Koning bepaalt voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt, en uiterlijk op 31 december 2013.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ’s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

P. DE CREM

De Minister van Pensioenen,

A. DE CROO

Met ’s Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) Zitting 2012–2013.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 53-2878/1. — Amendement, nr. 53-2878/2 en nr. 53-2878/3. — Verslag, nr. 53-2878/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 53-2878/5.

Parlementaire handelingen. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat op 17 juni 2013.

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer, nr. 5-2216/1. — Verslag, nr. 5-2216/2.

Parlementaire handelingen. — Tekst aangenomen door de Senaat op 18 juli 2013.